

Organisation du Travail.

Juste Répartition de la
Richesse.

LE VOLCAN

Liberté, Égalité, Fraternité.

Guerre au despotisme
quel que soit son masque.

PAR LA CITOYENNE SANS PEUR.

JOURNAL PARAISSANT DEUX FOIS PAR SEMAINE, LE DIMANCHE ET LE JEUDI.

PARIS : Un an, 8 fr. Six mois, 4 fr. Trois mois 2 fr.
PROVINCE : — 12 fr. — 6 fr. — 3 fr.
ÉTRANGER : — 20 fr. — 10 fr. — 5 fr.

BUREAUX DU JOURNAL
3, RUE BOUCHER, 3.

DÉPÔTS : Rue Copeau, 51.
Rue des Vieux-Augustins, 12.
Rue Git-le-Cœur, 4.

SOMMAIRE. — Assemblée nationale. — Charlatans, charlatans ! — Simplicité évangélique. — Police républicaine. — Ateliers nationaux. — Une lettre factieuse. — Une proclamation anodine. — Nouvelles et faits divers.

Assemblée nationale.

Nous continuons l'exploration des travaux de l'Assemblée nationale, commencée dans notre premier numéro. Le 1^{er} juin, les citoyens du département de la Seine étaient appelés à élire onze nouveaux représentants, par suite de démission ou de choix de plusieurs d'entre eux. Le public s'est préoccupé, avec juste raison, de cette grave mission. Des listes très-variées circulaient sur tous les points. La presse démocratique, les clubs avancés, la garde républicaine et la garde mobile, s'étaient entendus pour porter Caussidière, P. Leroux, Proudhon, Raspail père, Thoré, Cabet, Kersausie, Lagrange, Savary, Malarmet et Adam. Du scrutin devaient sortir quatre seulement de ces noms, en même temps que ceux des citoyens Thiers et Louis Bonaparte. Plusieurs organes de la presse et divers clubs ont regretté de ne point voir figurer parmi la liste populaire les noms de Ribeyrolles, de P. Véry, de Grandmenil, de Petetin ; mais il était nécessaire de se grouper, de s'unir dans les mêmes candidatures, et nous saisissons cette occasion pour rendre hommage au citoyen P. Véry, qui sur la proposition qui lui a été faite d'appuyer sa nomination, s'est empressé de refuser, de peur de produire un éparpillement de voix nuisible à la cause du peuple. Mais revenons à l'Assemblée nationale.

Le citoyen Jules Favre est nommé rapporteur de la commission dans la demande en autorisation de poursuites dirigée contre le citoyen Louis Blanc. La majorité de la commission conclut à l'autorisation, et le citoyen Jules Favre accepte la tâche de la justifier. Le citoyen Billaut propose, au nom du comité des finances, de convertir en rentes cinq pour cent les bons royaux et les livrets des caisses d'épargne. Un incident s'élève sur la famille Bonaparte. Le citoyen Crémieux déclare qu'à ses yeux le décret de 1832 a été abrogé implicitement par la Révolution de Février. Cette Révolution a abrogé implicitement bien autre chose dont ne parle pas le citoyen Crémieux.

Dans la séance du 3 juin, après mille tergiversations où la bonne foi du citoyen Crémieux apparaît dans un jour fort sombre ou incertain, où l'inertie, l'incapacité de la Commission exécutive se montre au contraire dans un jour fort clair, l'Assemblée décide, au scrutin de division, que l'autorisation de poursuivre le citoyen Louis Blanc sera refusée. Nous en félicitons sincèrement l'Assemblée. Le 5, des discussions personnelles s'élèvent entre le ministre de la justice et ses subordonnés, Portalis et Landrin, démissionnaires, à la suite desquelles le citoyen Crémieux, à son grand regret, est obligé de donner lui-même sa démission.

Le mois de présidence du citoyen Buchez expirait, et, bien que cet honnête et incapable citoyen eût alterné assez fréquemment entre les fonctions de la présidence et la jouissance d'une villa près Paris, il déclare n'en pouvoir plus et prie à mains jointes l'honorable assemblée de ne plus l'exposer davantage aux fatigues présidentielles et aux envahissements inattendus. Les vœux du citoyen Buchez sont exaucés, son ange gardien le protège de ses ailes d'azur, et la Vierge sourit du haut du ciel à son favori. En conséquence, le citoyen Sénard, l'avocat de Rouet, le remplace au fauteuil. Puis on dépose trois décrets d'urgence, au nom de la Commission exécutive, le premier sur les élections municipales, le deuxième sur les attroupements armés et non armés, le troisième sur un crédit extraordinaire de 500,000 fr.

Le 6 juin, l'Assemblée procède à l'installation de son bureau : le citoyen Buchez prononce un discours pâteux, embarrassé, incohérent comme son auguste personne et le citoyen Sénard lui répond par une allusion banale. On décide que le samedi sera consacré au rapport des pétitions. Le projet de décret fixant à 4,000 francs par mois le salaire du président est adopté, non sans contestations. La commission chargée de l'examen du projet de décret sur le rachat des chemins de fer par l'Etat conclut au rejet du projet.

Le 7, l'Assemblée offre le plus désolant spectacle. La passion, le désordre, l'ambition, les prétentions les plus ridicules se jettent pêle-mêle dans la lutte. Il s'agit de décréter de nouvelles lois de septembre contre les attroupements des portes St-Denis et St-Martin, et l'aspect de l'Assemblée prouve suffisamment qu'elle ferait mieux de se policer elle-même. Les citoyens Pelletier, Bac, Sarrut, Agricol Perdiguier, Turck, s'élèvent avec force contre cette menace d'un despotisme d'un nouveau genre. Une médiocrité avocassière était destinée à la défendre. M^{re} Marie trouve de nombreux échos dans l'Assemblée et la loi liberticide passe à une assez grande majorité. On annonce que le citoyen Bethmont, le ministre en expectative, est nommé à la tête de l'administration de la justice en remplacement du citoyen Crémieux.

La discussion s'ouvre le 8 sur la question des incompatibilités. Rien n'est plus simple à décider. Toute fonction publique, salariée ou non, doit être incompatible avec toute autre fonction. A qui n'admet pas ce principe, nous ne pouvons reconnaître des convictions vraiment républicaines. C'est à nos yeux la meilleure pierre de touche que l'on puisse imaginer. Honneur au citoyen Flaminio, qui a prêché d'exemple et de parole ! Il est inutile d'ajouter qu'il est resté à peu près le seul dans l'Assemblée.

La séance du 9 a été des plus insignifiantes, mais les nouvelles élections étaient commentées chaleureusement dans les couloirs. On était généralement stupéfié. Les représentants commencent à ne plus rien comprendre à la situation. Ces braves gens

s'imaginent que la nation se contentera toujours de ces républicains dits pur sang, dont toute l'utilité consiste à déblatérer contre l'ancien régime et à se prélasser dans leurs nouveaux emplois ; on leur répond : Vous ne voulez pas de socialisme, eh bien ! vous aurez le despotisme militaire. C'est du moins une organisation brutale, matérielle, c'est possible, mais enfin une organisation, une réalité vivante. Telle est la véritable explication du vote du 4 juin.

Le 10, on nomme le citoyen Georges Lafayette pour vice-président : le citoyen Crémieux n'obtient que 160 voix, et le citoyen Portalis, son adversaire dans le complot Louis Blanc, en obtient 400. La question de bonne foi est vidée désormais. Le petit M. Thiers prend place près de M. Duvergier de Hauranne. On signale à la vindicte de l'Assemblée un article du journal *l'Organisation du Travail*, qui a donné les noms des gros bonnets financiers de l'époque, sangsues du peuple.

Dans la séance du 12, le citoyen Duclerc a débité son plan financier avec un aplomb assez remarquable. Le citoyen Lamartine a pris la parole ; son discours a été interrompu par des rumeurs venant du dehors : on parlait d'émeutes, de coup de pistolets tirés sur la garde nationale. Le citoyen Lamartine est remonté à la tribune, au milieu de cette agitation, et a proposé de ressusciter le décret de 1832 contre la famille Bonaparte. L'Assemblée nationale a eu la sagesse de remettre sa décision au lendemain. Le 13, en effet, la nomination du neveu de l'Empereur est validée, malgré ses antécédents impérialistes, sa qualité officielle de prétendant : c'est que la paix publique menaçait d'être troublée, que le respect était dû à la décision des trois départements, et que Louis Bonaparte dans l'Assemblée était peut-être moins dangereux qu'à Londres. Le citoyen Louis Blanc, J. Favre, Berryer, Thiers ont soutenu ouvertement son admission.

La question des incompatibilités est revenue le 14 ; le citoyen Coquerel a soutenu le cumul par de misérables arguties que le citoyen Lherbette a vite jetées par terre. Le 15, on s'est occupé du projet de réunion de l'Algérie à la France ; le ministre de la guerre s'y est opposé ; le citoyen Pierre Leroux a grandi la question et a fait une impression profonde sur l'Assemblée. Il a vengé le socialisme des diatribes qu'on lance chaque jour contre lui, et a montré de quels avantages serait pour l'Algérie l'application de l'association. Son discours a été l'événement principal de cette journée.

Charlatans ! Charlatans !

Voici un présage qui confond notre imagination ; la foule stationnait aux abords de l'Assemblée nationale, lorsqu'un aigle superbe et fier s'abat sur une maison de la rue de Rivoli, et regarde gravement du côté de Londres, comme dans l'attente

d'un nouveau Messie; le fait est que cette coïncidence est pleine d'enseignement. La foule s'amusait dans la rue à crier *vive Napoléon*, et l'aigle, ce symbole de l'empire, était venu là tout exprès pour remercier la foule.

Morbleu, monsieur l'aigle, vous avez été la cause de bien des commentaires, et votre présence semblait une menace contre notre République; mais je vous le déclare, votre voyage aérien ne portera aucun profit à vous et aux vôtres; car le Parisien est trop adroit pour ne pas soupçonner dans ce fait un charlatanisme impudent.

La France ne se fera plus l'humble esclave d'un oiseau, et surtout d'un oiseau de roi!

Simplicité évangélique.

Le peuple souffre, la misère est à son comble, le commerce est nul! un abîme est ouvert sous nos pieds! l'anarchie nous menace! qu'importe!... Dimanche à Saint-Roch, jamais la musique n'a été plus délicate; jamais les prêtres n'avaient été plus chargés d'or! jamais l'église n'avait étalé plus d'ornements!... Le peuple marche pieds nus et en guenilles, la poitrine labourée par la faim! qu'importe! Jamais les suisses, foulant les dalles de leurs souliers vernis, ne s'étaient plus fièrement carrés sous leurs pompeux habits surmontés d'épaulettes en or à grains d'épinards. Tudieu! Les colonels doivent être contents et fiers, ma foi! on leur permet de porter les mêmes insignes que les valets du curé de Saint-Roch, cet habile organisateur de la mise en scène ecclésiastique, et les chasseurs de messieurs et mesdames tels ou tels!... Disons en passant que sous le régime déchu, la police circulant dans cette église les jours de grande fête; maintenant c'est bien mieux! indépendamment des Tyroliens, on y place un piquet armé de ces matelots à l'eau douce, que l'on peut voir, à chaque instant du jour, promenant dans tout Paris leur air débraillé et éminemment chaloupeur! Ça n'ira pas, ça va:

De plus fort en plus fort, comme chez Nicolet.

Vive la République!

Police républicaine.

Bon temps des assommeurs, vous voilà revenu! Le Volcan vous a parlé de ces attroupements de citoyens qui venaient discuter les affaires de la République, et qui témoignaient des sympathies un peu trop ardentes pour des farouches républicains dont on s'est débarrassé; mais, le Volcan l'avouera sans honte, il n'avait pas compris dans son dernier article les desseins de la Commission exécutive, et le but qui lui faisait encourager ces tumultueuses réunions.

Le gouvernement, en excitant par son décret les citoyens à s'attrouper, voulait tout simplement donner de la besogne au cher général Thomas.

L'humeur belliqueuse de cet illustre chef de la garde nationale lui faisait désirer vivement de déployer son activité dans une circonstance grave. Aussi voyez-le s'élancer vers la porte Saint-Denis à la tête de forces imposantes, et glorifier ses jeunes épaulettes par une rafle de 4,800 prisonniers. Hommes, femmes, enfants, vieillards, tout est bon pour l'ex-maréchal-des-logis, car il faut du monde, beaucoup de monde, à conduire triomphalement à la préfecture de police.

Chargez-moi cette canaille! s'écriait-il d'un air superbe; ce qui, pour lui, voulait dire. Emmenez tous ses factieux dans les cachots humides de la Conciergerie.

Bravo! général Thomas, vous avez bien mérité de la patrie, et si les lauriers du héros de la rue Transnonain vous empêchaient de dormir, vous devez être satisfait.

Pour nous, nous l'avouons sans crainte: ces exploits d'un autre temps sont ignobles, et le gouvernement de la République ne devrait pas avoir un mépris aussi hautain pour le principe sacré de la liberté individuelle.

Qu'il empêche les désordres de la rue, rien de mieux; mais son caractère démocratique le force à agir avec calme, modération, et à ne pas entasser dans ses geôles des hommes qu'il est obligé de relâcher après de longues heures d'une détention arbitraire.

Et l'on viendra parler de liberté! et l'on écrira sans vergogne ces mots: *Le peuple est souverain!* Non, nous n'avons que le mot de république; et vous, mouchards, argousins, sergents de ville déguisés en Tyroliens, je vous respecte et vous salue humblement.

LAVE SOCIALISTE.

Ateliers nationaux de Femmes.

On se figure que les ateliers nationaux fournissent en quantité raisonnable aux pauvres ouvrières le pain nécessaire à leur subsistance. Erreur!!! Il est question de renvoyer une partie de ces pauvres créatures de ces ateliers qui jusqu'ici ont été principalement utiles aux accapareurs de fournitures et au favoritisme, et dans lesquels des malheureuses, harcelées par la faim et la misère, viennent, pour le prix de huit à quinze sous, user dix longues heures de leur existence! L'ouvrière, qui à grand'peine réussit à se faire admettre dans un de ces établissements, n'a droit à rien, pas même à la pitié, le jour où elle ne se rend pas à l'atelier. Et, pour obtenir l'admission, que de pas, de démarches souvent inutiles! Eh quoi! une pauvre fille sans parents, qui vit au jour le jour, demandant au travail du matin le pain amer qu'elle doit manger le soir, devrait-elle être obligée de faire tant de courses pour obtenir quelques sous en échange de son labeur de toute une journée? Ne devrait-il pas suffire qu'elle se présentât pour obtenir de l'ouvrage et être admise à l'instant? En agissant autrement, les ateliers nationaux sont-ils autre chose que de vastes monopoles enlevant toutes ressources à celles dans l'intérêt desquelles ils furent créés? Et que d'abus dans l'intérieur! que de préférences! que de passe-droits! que de petites tyrannies! Entrez et jugez: ces dames à chapeaux recouverts, de voiles de prix, drapées dans de grands châles sortis des magasins de la rue Vivienne, et les pieds ensevelis sous leurs longues robes de soie; ces dames qui lisent nonchalamment le journal, accompagnant chaque phrase d'une fraise au sucre et au vin de bordeaux, ces dames sont les déléguées générales, payées à raison de trois francs par jour! Pourquoi faire?... Écoutez ces deux jeunes filles et nous le saurons: «Mam'zelle Julie, croyez-vous que je ne ferai pas bien de demander à la générale si elle a obtenu une carte pour moi, car j'étais malade lorsqu'on les a distribuées, et sans cela je ne pourrais pas rentrer demain. — Gardez-vous-en bien, mam'zelle Charlotte, la générale n'aime pas qu'on la dérange, quand elle lit son journal principalement, et en tous temps elle ne prend guère nos intérêts, elle est trop fière pour s'occuper de pauvres ouvrières comme nous. — Si j'engageais la petite déléguée à lui parler pour moi? — Gardez-vous en bien! la générale ne peut pas souffrir la petite déléguée parce que celle-ci n'a pas voulu donner cinq sous comme les autres déléguées pour acheter une écharpe à la générale, lorsque nous autres les ouvrières nous avons acheté celles de nos petites déléguées. — Mon Dieu! comment ferai-je? je ne suis pas couturière, je mets trois jours pour faire une chemise payée 20 sous, juste de quoi acheter du pain; si cette ressource vient à me manquer, que faire? » Exemple pris entre mille.

Une lettre factieuse.

L'Assemblée nationale était tranquille, elle avait philosophiquement adopté un vote qui déjouait ses convictions de la veille, mais elle croyait bien avoir étouffé par cet acte tout projet de désordre,

elle avait donné un soufflet assez vif sur la joue de la Commission exécutive, mais aussi la tranquillité des rues venait d'être assurée, et le gouvernement après de mûres réflexions avait pris son parti des caprices de nos représentants; la République était sauvée puisqu'on admettait Louis-Bonaparte à siéger à la Constituante, lorsque tout à coup un chiffon de papier a mis le feu aux étoupes; le prétendant écrit de Londres quelques phrases banales, mais il glisse dans sa lettre celle-ci assez perfide: *si le peuple m'impose des devoirs je les remplirai*. Comprenez-vous? si le peuple voulait de moi pour son chef suprême, mon Dieu, je serais tout aussi capable qu'un autre de faire son bonheur; aussi M. Antony Thouret s'élance à la tribune, et en présence de cette lettre il somme l'Assemblée de déclarer à l'instant Louis Bonaparte traître à la patrie.

Diavolo! voilà ce que j'appelle des émotions puissantes, et le nom de ce revenu de la redingote grise fait terriblement peur à nos fondateurs de la République.

Ce mot de *république* ne se trouve pas dans sa lettre, dites-vous, et dès-lors il pourrait bien avoir l'intention de l'escamoter à son profit: c'est possible, et pour sa part le Volcan se défiera toujours des manœuvres des prétendants, quel que soit leur nom; mais si le détenu de Ham exploite si heureusement le nom qu'il porte, et qu'un autre a converti de gloire, c'est votre faute à tous, représentants et hommes d'État: vous avez laissé la France s'ennuyer, elle a cru à votre incapacité et elle s'est jeté sur le premier hochet qui s'est rencontré sur sa route.

Vous ne savez prendre que des demi-mesures, et surtout, vous ne savez rien prévoir. Si le jour où le peuple était enivré de sa victoire, si le jour où il mettait le pied sur la gorge de tous les despotes, vous aviez fermé la porte à toutes les prétentions ambitieuses, vous ne seriez pas à cette heure menacés dans votre puissance, et forcés de vous occuper sans cesse d'un nom, au lieu de travailler à éteindre les misères du peuple. Cet aventuré jeune homme qui a pour nom Louis Bonaparte est pour vous un embarras sérieux; mais il faut vous en prendre à votre peur, et à tout le bruit que vous avez amassé autour de sa personne.

Une proclamation anodine.

Ventrebleu! corbleu! mille bombes! les Portugais n'y vont pas de main morte, voici un échantillon du style de leurs proclamations:

Aux armes! plus de trêve! de l'audace! des bâtons, des pierres, des tuiles, des cailloux, des poignards, des fleurets, des piques, des pots à fleurs, des pots au feu, des chaises, des commodes, de l'huile bouillante, de l'eau chaude, de l'alcali volatil, des vitres, des grenades, sont autant d'armes quand on veut en faire usage.

A bas les rois et les aristocrates! vive le Portugal! vive la république!

Le Volcan vient d'obtenir une victoire éclatante: son article *une Buvette républicaine* a fait sensation, et l'Assemblée nationale s'est empressée de faire publier la petite note suivante:

« La commission de comptabilité a décidé une question toute d'intérieur. Il s'agissait de la buvette de l'Assemblée. Les frais de cette buvette, infiniment modeste d'ailleurs dans ses fournitures, relativement à celle de la Chambre des députés, s'élevaient à 100 fr. environ par jour.

« On a arrêté qu'on y substituerait un buffet payant, où les membres qui se plaignent de ne trouver rien de substantiel au réfectoire de l'Assemblée pourraient se procurer, au lieu de simples rafraîchissements, de quoi pourvoir se soutenir pendant les neuf ou dix heures qu'ils sont obligés, soit par les travaux des comités, soit par ceux de la séance publique, de passer loin de leur domicile. »

L'un des rédacteurs: BASSIGNAC.

Imprimerie Bonaventure et Ducez, 55, quai des Augustins, près le Pont-Neuf.